

La troisième question portait sur les investissements des entreprises. Nous estimons que cette taxe aura pour effet de les accroître sensiblement. Elle équivaut, comme je l'ai dit précédemment, à un crédit d'impôt pour investissement de 4 p. 100. Nous n'escomptons pas de bouleversement dans les investissements des entreprises au cours de la période de transition des deux prochaines années.

* * *

L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

ENTENTE CANADA-NOUVELLE-ÉCOSSE SUR L'EXPLOITATION AU LARGE DES CÔTES

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Une fois de plus, l'incurie du gouvernement dans la gestion d'un fonds de développement des régions extracôtières, de 200 millions de dollars, en Nouvelle-Écosse, se manifeste de nouveau et suscite une nouvelle controverse.

Le premier ministre a dit à la Chambre mercredi, à propos de la plus récente controverse, que la route en question était «un sage emploi des fonds publics.» Le vice-premier ministre peut-il nous dire quelles évaluations ont été faites pour assurer, conformément à la loi fédérale, que ces projets sont liés à l'exploitation du pétrole et du gaz au large des côtes?

Fallait-il aussi obtenir l'accord et l'approbation des ministres fédéraux qui viennent de la Nouvelle-Écosse ou, le gouvernement a-t-il été assez négligent pour donner carte blanche au gouvernement de la Nouvelle-Écosse?

L'honorable Jack Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, en réponse à la question du député, je sais qu'il n'a fait allusion qu'à l'une des controverses qui ont été suscitées par l'opposition à la Chambre cette semaine au sujet de l'Entente Canada—Nouvelle-Écosse sur l'exploitation au large des côtes. Si le député vérifie un peu mieux les faits, il découvrira en ce qui a trait à la route Stellerton-Chief Harbour, que l'élargissement de celle-ci incombe bel et bien, en théorie et en pratique, à un ministère de la voirie. Je dirais également. . .

Une voix: Et quand la route doit traverser un cours d'eau?

Questions orales

M. Simmons: Allez voir vous-même.

M. Epp: Voulez-vous une réponse?

M. Tobin: Je veux la vérité.

M. Epp: Je vous dis la vérité, Brian.

M. Charest: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. Epp: Vous devriez être plus avisé.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Pas du tout. C'est le même bon vieux Tobin.

M. Epp: Si le député vérifie le dossier, il verra très nettement—quand le Comité des comptes publics se réunira, je crois, les 26 et 27 juin pour étudier cette question—il verra que l'élargissement de la route a été décidé comme il se doit et dans la légalité. Je pense que les faits le prouvent.

M. MacDonald (Dartmouth): Ce député n'est pas opposé au développement de la Nouvelle-Écosse, mais je m'oppose à cet abus de confiance dont profitent les amis du gouvernement. Je pense par exemple au projet immobilier de 2,5 millions de dollars mentionné dans le rapport du vérificateur général en décembre.

LENQUÊTE PUBLIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse encore au vice-premier ministre. Étant donné que le vérificateur général continue de maintenir ses déclarations concernant ce fonds et l'usage répréhensible qu'on en a fait, le gouvernement acceptera-t-il maintenant de mener une enquête publique à ce sujet ou continuera-t-il de se faire complice des tentatives faites pour dissimuler le pillage et la mauvaise gestion du fonds de développement des régions extracôtières Canada—Nouvelle-Écosse?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député pourrait peut-être nous dire quels projets il préconise et ceux dont il ne veut pas. Sauf erreur, il est en faveur de ceux qui se trouvent dans des circonscriptions libérales. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: . . . par exemple, la zone franche de Sydport, le parc industriel de North Sydney, la route 125, la voie d'accès de Sydport, le transbordeur de Woodside et l'infrastructure connexe, l'hôpital St. Martha's, le parc industriel de Northside, phase II, le parc de Cossit Heights, la route 107, le pont d'East Petpeswick, le contrôle du trafic Metro. Ce sont tous des projets financés par le truchement de ce programme. Êtes-vous pour ou êtes-vous contre ces projets aussi?